



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 12 juin 2025

Pour la première fois depuis le début de l'année, l'inflation est sortie de la fourchette cible de la Banque centrale (3 % \pm 1 pp), s'établissant à 4,42 % g.a. au mois de mai.

LE CHIFFRE A
RETENIR

4,42 %

Taux d'inflation en
g.a. en mai 2025

L'inflation a accéléré pour le quatrième mois consécutif selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), dépassant les attentes du marché. Alors que l'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des biens les plus volatiles, n'a enregistré qu'une légère augmentation, s'établissant à 4,06 % g.a., l'accélération de l'inflation globale au mois de mai est en grande partie attribuable à sa composante non sous-jacente.

Cette dernière s'est établie à 5,34 % g.a. (contre 3,76 % g.a. le mois précédent), une augmentation qui s'explique par la propagation de la lucilie bouchère (*gusano barrenador*) au Mexique et de la grippe aviaire aux États-Unis et au Brésil qui a entraîné une flambée des prix des produits de l'élevage (+10,85 % g.a.).

La composante non sous-jacente n'ayant qu'un poids limité dans la décision de politique monétaire de la Banque centrale, cette dernière pourrait annoncer une baisse de taux supplémentaire lors de sa prochaine décision prévue le 26 juin.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque mondiale révisé une nouvelle fois à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique, prévoyant désormais un taux de 0,2 % pour 2025. Le Mexique figure, avec les Etats-Unis, parmi les quatre pays qui ont affiché les plus importants ajustements à la baisse. En effet, en janvier dernier, la Banque mondiale tablait sur une croissance de 1,5 % pour le Mexique en 2025 et de 2,2 % pour les Etats-Unis, contre 1,4 % désormais prévu pour le premier partenaire commercial du Mexique. Dans son rapport, l'organisation internationale souligne que les droits de douane de 25 % imposés sur les exportations mexicaines non couvertes par le traité Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC) « *ont affaibli les exportations du Mexique* » et généré de l'incertitude dans le pays qui a envoyé 86 % de ses exportations de biens vers les États-Unis en 2024, « *dont environ la moitié n'étaient pas conformes au T-MEC* ». BBVA, qui a également ajusté sa prévision de croissance cette semaine, se montre de son côté beaucoup plus pessimiste, prévoyant une contraction de l'économie mexicaine de -0,4 % en 2025. La banque souligne que la consommation privée a perdu du terrain en raison de l'affaiblissement de la masse salariale réelle, du ralentissement de la création d'emploi et du déclin de la confiance des consommateurs, tandis que l'investissement continue de ralentir en raison des incertitudes. La nouvelle prévision de BBVA se rapproche de la dernière estimation du FMI, qui prévoyait en avril dernier une contraction de l'économie de -0,3 %.

Le peso est passé sous la barre des 19 MXN/USD pour la première fois depuis août 2024, enregistrant une appréciation de 9,4 % depuis le début de l'année 2025. Le peso a atteint 18,92 MXN/USD sous le coup de (i) la faiblesse persistante du dollar américain ; (ii) d'un plus grand appétit pour le risque face à l'accord temporaire entre les Etats-Unis et la Chine qui a réduit les tensions commerciales et laissé entrevoir des perspectives de négociations plus favorables pour le Mexique (iii) et de la publication du chiffre d'inflation enregistré en mai aux Etats-Unis (2,4 % g.a.) qui a été moins élevé que prévu. Les analystes rappellent que l'appréciation de près de 10 % du peso mexicain face au dollar depuis le début de l'année s'explique principalement par la faiblesse de la monnaie américaine, c'est-à-dire sa perte de valeur face aux principales devises internationales. Le dernier consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit par ailleurs une meilleure résistance du peso, estimant qu'il devrait clôturer l'année à 20,50 MXN/USD (contre 20,80 MXN USD estimé le mois précédent).

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum s'est réunie avec Christopher Landau, le sous-secrétaire d'État américain, pour aborder la relation bilatérale entre le Mexique et les États-Unis. La rencontre s'est tenue au Palais national pendant près de deux heures, en présence de l'ambassadeur des États-Unis au Mexique, Ron Johnson. C. Sheinbaum, a assuré que cette réunion était une « *réunion de courtoisie* » axée sur le renforcement des relations bilatérales entre le Mexique et les États-Unis et non sur les sujets conflictuels entre les deux pays. La présidente a

cependant réitéré son soutien aux migrants « *qui travaillent honnêtement aux États-Unis* ». Plus globalement, cette réunion bilatérale de haut niveau a été l'occasion de rappeler les questions qui restent en suspens entre les deux nations comme le projet de taxer les envois de fonds, l'augmentation des droits de douane sur l'aluminium et l'acier, et les politiques migratoires.

L'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO) a publié les résultats de son Indice de compétitivité des Etats 2025, qui témoignent d'un écart toujours marqué de compétitivité dans les pays. L'Indice de Competitividad Estatal (ICE), publié chaque année par l'IMCO, analyse les performances des 32 États sur la base de 53 indicateurs regroupés en 6 sous-indices qui mesurent la capacité structurelle de chaque État à générer, attirer et retenir les talents et les investissements. Cette année encore, le Nord conserve une position favorable, avec des niveaux élevés d'exportations et d'investissements directs étrangers (IDE), tandis que le Centre et le Bajío se distinguent par leurs infrastructures, leur dynamisme économique et leurs progrès en matière d'innovation. En revanche, le Sud et le Sud-est continuent d'accuser des retards importants en matière de couverture éducative, d'attraction des investissements et de diversification de la production. La ville de México arrive une nouvelle fois en tête du classement, grâce à ses infrastructures, son capital humain hautement qualifié et sa capacité à attirer des investissements. Arrivent ensuite la Baja California Sur, portée par le dynamisme de son tourisme haut de gamme, suivie du Nuevo León qui se distingue par son développement industriel et sa proximité avec les États-Unis. Les trois États les moins compétitifs du Mexique selon l'ICE 2025 sont le Chiapas, le Guerrero et Oaxaca. L'IMCO rappelle par ailleurs que son indice de compétitivité présente un diagnostic précis et opportun qui reflète les forces et vulnérabilités de chaque État, traçant ainsi la voie pour tirer parti du *Plan México*, la stratégie de développement économique présentée en janvier dernier par la présidente mexicaine.

Sectoriel

De janvier à mai 2025, les exportations de véhicules produits au Mexique ont chuté de 6,28 % par rapport à la même période l'année dernière, enregistrant leur plus fort recul en cinq ans. Selon les chiffres de l'INEGI, 1 334 667 véhicules ont été expédiés à l'étranger sur les cinq premiers mois de l'année, contre 1 424 088 en 2024. Ce repli, qui intervient après une croissance annuelle de plus de 12 % l'an dernier, est à mettre en lien avec les nouveaux droits de douane imposés par l'administration de D.Trump sur les voitures assemblées hors des États-Unis, couplés à un ralentissement de l'économie américaine. Le marché américain, qui représente près de 81 % des exportations de voitures mexicaines, a vu ses importations chuter de 5,72 %, à 1 079 690 unités. L'Allemagne, troisième client, enregistre une baisse spectaculaire de 29,25 % (31 808 unités). Seul le Canada se distingue, avec une hausse de 21,73 % des importations (136 028 unités). La production nationale mexicaine enregistre également en baisse. Entre janvier et mai 2025, 1 645 673 véhicules ont été fabriqués, contre 1 653 141 un an plus tôt, soit une légère baisse de 0,45 %, la plus importante depuis 2019. Le mois de mai enregistre à lui seul une baisse de la production de 2,03 % g.a..

Ce mardi 10 juin 2025, le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard a présidé la première réunion de haut-niveau entre le Ministère de l'Économie, l'Ambassade de France au Mexique et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) France-Mexique, en présence de plus de 40 dirigeants d'entreprises françaises implantées dans le pays. Ces entreprises issues de divers secteurs porteurs pour l'économie mexicaine ont salué le *Plan México*, considéré comme une opportunité stratégique pour la transformation économique régionale. Ce plan s'aligne avec le Plan France 2030, qui vise à faire de la France un leader industriel et technologique durable. Les discussions ont mis en évidence des convergences stratégiques dans des domaines comme l'énergie, les transports, la santé, la production de biens de consommation, la transformation numérique et le développement durable. Les représentants français ont réitéré leur volonté de se positionner comme des acteurs clés des grandes mutations économiques du Mexique, apportant technologie, savoir-faire et capitaux. Le gouvernement mexicain a de son côté réaffirmé son engagement à maintenir un environnement favorable à l'investissement étranger et au *nearshoring*. Une remise symbolique du label « *Hecho en México* » à Schneider Electric, Alstom et Danone, pour leur production locale, a été organisée. La CCI franco-mexicaine s'est en outre engagée à participer à la promotion des produits certifiés, renforçant la visibilité de la production nationale et stimulant le marché intérieur.

Une délégation de l'Etat de Querétaro participera au Salon International de l'aéronautique et de l'espace de Paris – Le Bourget prévu du 16 au 22 juin 2025. L'Etat sera représenté au Salon du Bourget par une délégation du ministère du Développement Durable (Sedesu), le pôle aéronautique, « Aeroclúster » de Querétaro, l'Université Aéronautique de Querétaro (UNAQ) et l'aéroport international de Querétaro (AIQ). L'objectif principal de la venue de cette délégation à Paris est de promouvoir Querétaro en tant que pôle industriel aéronautique et spatial, avec un projet visant à certifier l'Aéroport international de Querétaro (AIQ) comme port spatial complet, capable d'accueillir des décollages et atterrissages d'aéronefs spatiaux. Cette mission vise en outre à attirer des entreprises du secteur spatial et à concrétiser des projets d'investissement. Pour rappel, l'Etat de Querétaro a reçu 302 M USD d'investissement direct étranger (IDE) entre janvier et mars 2025, un montant en baisse de 53,6 % par rapport à la même période en 2024. Les nouveaux investissements ont cependant enregistré une hausse, passant d'à peine 2 M USD au T1 2024 à 21,7 M USD au T1 de cette année, témoignant de l'attractivité de l'Etat.

Finances publiques

Le huachicol fiscal représenterait une perte de plus de 9 Mds USD par an pour les finances publiques mexicaines. Le huachicol fiscal est une pratique illégale qui consiste à importer clandestinement des carburants en les déclarant sous une autre catégorie tarifaire, afin d'éviter de payer les taxes qui s'appliquent à l'essence et au diesel. Si, au départ, le huachicol consistait à percer des pipelines à l'entreprise pétrolière publique Pemex pour voler du carburant et le revendre, aujourd'hui, la contrebande de carburant s'est transformée en un réseau complexe de documents falsifiés, de corruption dans les douanes et de stations irrégulières.

Dans le cadre du huachicol fiscal, du carburant est importé au Mexique - principalement depuis les Etats-Unis - sous une autre classification, échappant ainsi au paiement de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) qui varie de 5,4 à 7 MXN par litre, en fonction du type de pétrole. Les différences dans le paiement des taxes, dues à l'IEPS qui cible les carburants, sont devenues une incitation à importer des carburants déguisés en d'autres produits exempts de cette taxe, par exemple des additifs, des lubrifiants et des résidus, des produits exempts de cette taxe. Le poids de ces importations illégales représenterait 30 % du marché des stations-service légales. Le huachicol fiscal n'est pas un problème nouveau, mais a enregistré une augmentation en lien notamment avec la compétitivité des prix des carburants aux États-Unis au cours des six dernières années, l'ouverture du secteur de l'énergie et l'absence d'inspections douanières. En 2013, après la réforme énergétique d'Enrique Peña Nieto, l'ouverture de la commercialisation des carburants, qui était auparavant le domaine exclusif de Pemex, a permis d'attirer de nouveaux acteurs et d'accroître la concurrence mais ne s'est pas accompagnée de la création d'un cadre réglementaire adéquat. En outre, seuls 5 % des importations de carburant sont physiquement contrôlées à la douane. Au total, le déficit pour les finances publiques causées par l'importation illégale d'essence et de diesel serait passée d'environ 4,9 Mds USD en 2018 à 9,2 Mds USD.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	12/06/2025
Bourse (IPC)	0,49%	8,72%	57 767,33 points
Change MXN/USD	-1,36%	0,83%	18,91
Change MXN/EUR	-0,23%	7,91%	21,89
Prix du baril mexicain	8,04%	-12,87%	63,28

Amérique centrale

Costa Rica

Après avoir reconnu les efforts continus du Costa Rica en matière de rigueur budgétaire, de stabilité monétaire et de gestion prudente de la dette publique, le FMI a approuvé une ligne de crédit flexible (FCL) de 1,5 Md USD sur deux ans au Costa Rica. Pour rappel, la FCL est conçue pour répondre à la demande de financement émanant de pays présentant une politique et des antécédents économiques solides pour prévenir et résoudre des crises. Cette ligne vise à offrir un accès rapide à des ressources financières en cas de chocs externes, de ralentissements économiques chez les partenaires commerciaux, de tensions géopolitiques ou de sorties de capitaux des marchés émergents. Le ministre des Finances, Nogui Acosta, a affirmé que le Costa Rica souhaite utiliser ce crédit seulement à titre préventif. Le recours à la FCL pourrait accroître la crédibilité du Costa Rica sur les marchés internationaux, en rassurant les investisseurs sur sa stabilité macroéconomique.

Le gouvernement a présenté son nouveau projet de train électrique, simplifiant le projet de l'administration précédente et prévoyant 52 km de rails sur double voie pour un coût total estimé à 800 M USD. Le plan passe de 5 lignes à 2 lignes de train (Cartago–San José et San José–Alajuela/Heredia), la fréquence en heure de pointe est réduite à un train toutes les dix minutes (au lieu de 5 minutes), à 28 rames (au lieu de 70), et près de 120 000 passagers par jour. Le parcours total diminue également passant de 80 km à 52 km. Le coût estimé pour ce nouveau projet serait de 800 M USD (contre 1,5 Md USD pour l'ancien) et serait financé à hauteur de 550 M USD par l'intermédiaire de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), dont 250 M USD viendrait du Fonds Vert pour le Climat et 250 M USD de la BEI. Les appels d'offres pourraient être lancés fin 2026, avec un début de construction prévu en 2027 pour une mise en service en 2030.

El Salvador

La Banque mondiale maintient sa prévision du taux de croissance du Salvador à 2,2 %, le plus faible d'Amérique centrale. La Banque Mondiale a revu une nouvelle fois à la baisse son taux de croissance pour le Salvador, alors qu'elle prévoyait 2,7 % en octobre 2024. Cette baisse est attribuée à plusieurs facteurs, notamment les tensions commerciales mondiales, les hausses de tarifs douaniers imposées par les États-Unis, et une incertitude accrue concernant l'intégration régionale dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le rapport souligne également une faible performance industrielle et un faible taux d'investissement, ce qui contribue à une croissance économique modérée. Pour 2026, la Banque Mondiale prévoit une légère amélioration de la croissance économique salvadorienne, estimée à 2,4 %.

Guatemala

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) maintient sa prévision de croissance économique pour 2025 à 3,8 %, après une révision à la baisse de 0,2 % en avril. Cette révision est principalement due à une réduction significative des prévisions de croissance des États-Unis, principal partenaire commercial du pays, par le FMI, passant de 2,7 à 1,8 %. Malgré ce contexte, le pays continue de croître au-dessus de son potentiel estimé à 3,5 %, se classant parmi les rares nations à enregistrer une telle performance. Les experts économiques soulignent que pour maintenir cette trajectoire, le pays doit améliorer les infrastructures nationales, renforcer la logistique et restaurer la confiance des investisseurs.

Le Guatemala a atteint le chiffre record de 2,2 Mds de transferts de fonds (remesas) en mai 2025. Selon les données de la Banque centrale du Guatemala (Banguat), le Guatemala est le quatrième pays au monde à recevoir le plus de transferts de fonds, précédé par l'Inde, le Mexique et la Chine populaire. Le montant cumulé entre janvier et mai de cette année s'élève à 9,9 Mds USD, soit une croissance de 16,4 % g.a.. Les envois de fonds représentent près de 20 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui en fait une importante source de revenus pour des millions de ménages guatémaltèques. Selon le président de Banguat, Álvaro González Ricci, cette croissance soutenue est due à des facteurs saisonniers, tels que la fête des mères, ainsi qu'aux conditions de migration aux États-Unis et à l'incertitude générée par une proposition législative visant à imposer une taxe sur les envois de fonds. Selon Banguat, si la taxe étatsunienne de 3,5 % sur les envois de fonds est adoptée, elle représenterait une baisse d'environ 0,5 % du PIB guatémaltèque.

Honduras

Les revenus des exportations de café du Honduras ont augmenté de 87 % g.a., dépassant 1,6 Md USD au cours des huit premiers mois de la récolte 2024-2025. Selon l'Institut hondurien du café (Ihcafe), cette performance est attribuée à de meilleurs prix internationaux, à davantage de contrats de vente (+5,3 % g.a.) et à un plus grand volume vendu (+3,4 % g.a.). Le prix moyen par quintal de la récolte en cours s'est élevé à 355,07 USD, soit un accroissement notable de 81 % g.a. Les principales destinations du café hondurien sont les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique, qui représentent ensemble 58,9 % des exportations totales. Les autres pays acheteurs sont l'Italie (5,2 %), le Canada (4,6 %), la France (3,5 %), la Suède (3,5 %), les Pays-Bas (3,2 %), le Royaume-Uni (2,9 %) et le Japon (2,3 %). Le café représente plus de 5 % du PIB du Honduras et près de 30 % du PIB agricole. Selon les projections d'Ihcafe, le Honduras s'attend à exporter environ 7 millions de quintaux pour la récolte en cours ; le cycle du café dans le pays s'étendant du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante. Actuellement, plus de 120 000 producteurs honduriens, principalement à petite échelle, sont engagés dans cette activité, qui génère environ un million d'emplois.

Nicaragua

Les envois de fonds des familles (remesas) au Nicaragua ont progressé de 22,2 % g.a. au cours des quatre premiers mois de 2025. Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), les Nicaraguayens ont reçu 1,9 Md USD au cours des quatre premiers mois de 2025. Environ 84 % de ces flux provenaient des États-Unis (1,6 Md USD), suivis du Costa Rica avec 7,3 % (141,1 M USD) et de l'Espagne avec 5,4 % (104,8 M USD). Le Nicaragua avait atteint un nouveau record de 5,2 Mds USD de fonds reçus en 2024, soit 26,62 % de son produit intérieur brut (PIB), dont 4,3 Mds USD en provenance des États-Unis. Environ 20 % de la population totale du Nicaragua, estimée à 6,85 millions de personnes, vit à l'étranger, principalement aux États-Unis et au Costa Rica, et on estime que la moitié d'entre eux sont sans papiers.

Panama

Le gouvernement a annoncé un plan d'ajustement budgétaire, prévoyant des réductions de dépenses jusqu'à 1,9 Md USD. Les coupes devraient principalement concerner les dépenses d'investissement (78 %) et les dépenses de fonctionnement (22 %), afin de respecter la Loi de Responsabilité Sociale et Fiscale, qui limite le déficit à 4 % en 2025. Une grande partie de la réduction (1,5 Md USD) concerne le gouvernement central. Dans le même temps, le ministère de l'Économie et des Finances a réaffirmé son engagement en faveur de politiques économiques responsables, en présentant son Plan indicatif d'Investissement public qui fixe les priorités et les objectifs du pays.

Un acte délégué devrait être présenté au Parlement européen, préconisant la sortie du Panama de la liste des juridictions de pays tiers à haut risque présentant des insuffisances stratégiques dans leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT). Depuis sa sortie en octobre 2023 de la liste du Groupe d'action financière (GAFI) des juridictions soumises à une surveillance renforcée, le Panama espérait un retrait équivalent de la liste de l'Union européenne. Cette sortie serait le fruit des efforts entrepris par le Panama pour renforcer son dispositif LCB/FT, notamment en matière de coopération concernant l'échange d'informations de base, et de transparence financière relative aux bénéficiaires effectifs. L'acte délégué devrait être adopté après examen et non-objection du Parlement européen et du Conseil. Le Panama demeure toutefois inscrit à l'annexe I (« liste noire ») des juridictions non coopératives en matière fiscale, en dépit de la reconnaissance, lors de la dernière mise à jour de février 2025, des efforts engagés par les autorités panaméennes.

Caraïbes

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) et la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) ont signé un protocole d'accord pour renforcer leur coopération stratégique en faveur du développement durable dans les Caraïbes. Ce partenariat vise à mobiliser des financements et expertises pour accélérer des projets régionaux axés sur la transition énergétique, l'adaptation au changement climatique, la résilience post-catastrophe et des initiatives de croissance inclusive. Il s'inscrit dans la continuité des initiatives toujours plus nombreuses de la CAF dans les Caraïbes et s'ajoute aux accords d'échange de risques de crédit (*Exposure Exchange Agreements*) déjà conclus avec la BCIE. L'objectif est d'offrir un appui technique et financier renforcé aux États membres, tout en approfondissant l'intégration économique et la durabilité à l'échelle régionale.

Bahamas

Confronté à une dépendance excessive aux importations alimentaires, le gouvernement a signé un protocole d'accord de 35 M USD avec la Sustainable Technology Limited (STL) et la société indienne UrbanKisaan pour développer un réseau de fermes hydroponiques à travers le pays. Actuellement, plus de 90 % des produits alimentaires consommés dans le pays seraient importés, selon le ministère de l'Agriculture. Le Premier ministre, Philip Davis, a souligné l'urgence de renforcer la sécurité alimentaire nationale, dans un contexte d'agriculture locale encore très saisonnière. Le projet, qui pourrait s'étendre sur une période de six ans, prévoit la mise en place de cinq fermes hydroponiques réparties sur les îles de New Providence, Grand Bahama, Abaco, Andros et Cat Island. Le gouvernement bahamien envisage d'y contribuer à hauteur de 1,2 M USD. Au-delà de l'objectif de souveraineté alimentaire, l'initiative viserait également à réduire l'empreinte carbone du pays, celui-ci étant particulièrement exposé aux effets du changement climatique. Elle intègre des programmes de formation ainsi que l'adoption de technologies innovantes, dont l'intelligence artificielle, afin de moderniser la production agricole nationale.

Cuba

Des restrictions de visas ont été annoncées par les Etats-Unis contre des fonctionnaires centraméricains en raison de leur participation à des programmes d'accueil des médecins cubains sur leur territoire. L'exportation de ces services médicaux, représentant l'une des principales sources de devises pour Cuba, a été qualifiée d'« exploitation » par les Etats-Unis. La Havane envoie du personnel de santé dans plus de 50 pays, principalement en Amérique latine et en Afrique. Ils interviennent dans des situations de désastres naturels (Haïti en 2010) ou épidémiologiques (lutte contre Ebola en 2014) mais aussi sur des partenariats de long terme lorsque les pays font face à des déficits de médecins. Si le Guatemala et le Honduras pourraient être touchés par ces annonces, c'est bien le Mexique qui

fait aujourd'hui partie des principaux bénéficiaires de ce programme dans la région et qui assure qu'aucune irrégularité n'a été prouvée. En 2022, les autorités cubaines auraient perçu plus de 4,9 Mds USD grâce à ces programmes, représentant plus de 70 % du total des services exportés. Le traitement par le gouvernement cubain de ces professionnels de santé fait l'objet de critiques par plusieurs organisations de défense de droits humains (rapport datant de 2023 de l'ONG Human Rights Watch) et cette activité lucrative est aujourd'hui considérée comme de l'« exploitation » par les Etats Unis, dénonçant notamment le fait que l'Etat capterait jusqu'à 94,4% des salaires versés.

République Dominicaine

L'ambitieux projet « écotouristique » de Pedernales, lancé en 2022 par l'Etat dominicain via le trust Pro-Pedernales, franchit une nouvelle étape avec la désignation du consortium Cabo Rojo conduit par le Grupo Puntacana, acteur historique du tourisme dominicain. Situé à la frontière Sud avec Haïti, le projet mobilisera un investissement de 2,2 Mds USD et prévoit le développement d'un aéroport, d'une marina, d'un axe routier à travers les montagnes ainsi que du complexe hôtelier de Cabo Rojo, qui comptera 12 000 chambres. Cette sélection résulte d'un processus d'appel d'offres national et international, validé par le comité de gestion du Fidéicomis. Le processus entre désormais dans sa troisième phase, qui prévoit la négociation et la signature du contrat de partenariat. Le projet Cabo Rojo s'inscrit dans une logique de décentralisation du tourisme dominicain, avec un fort accent mis sur le co-développement public-privé. Il vise la création d'emplois locaux et la structuration de nouvelles chaînes de valeurs régionales dans une zone peu développée. En 2024, 76,9 % des ménages avaient un statut socio-économique « faible » ou « très faible » dans cette région. La formule « tout inclus » retenue pour le projet hôtelier soulève des inquiétudes quant à la portée réelle des bénéfices économiques pour les communautés locales, qui pourraient rester en marge des retombées directes. En parallèle, le projet suscite des préoccupations environnementales majeures, en particulier en ce qui concerne la préservation du parc national Jaragua et des écosystèmes marins avoisinants, potentiellement menacés par les travaux d'aménagement et le développement d'un tourisme immersif et d'aventure.

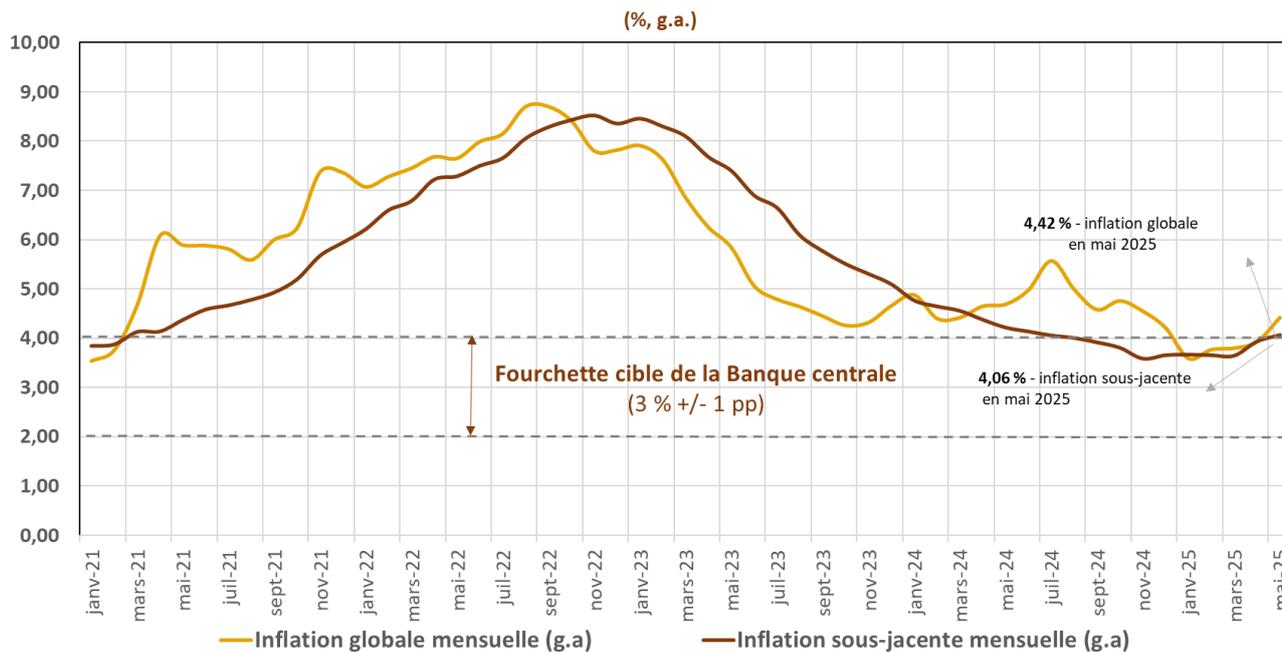
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

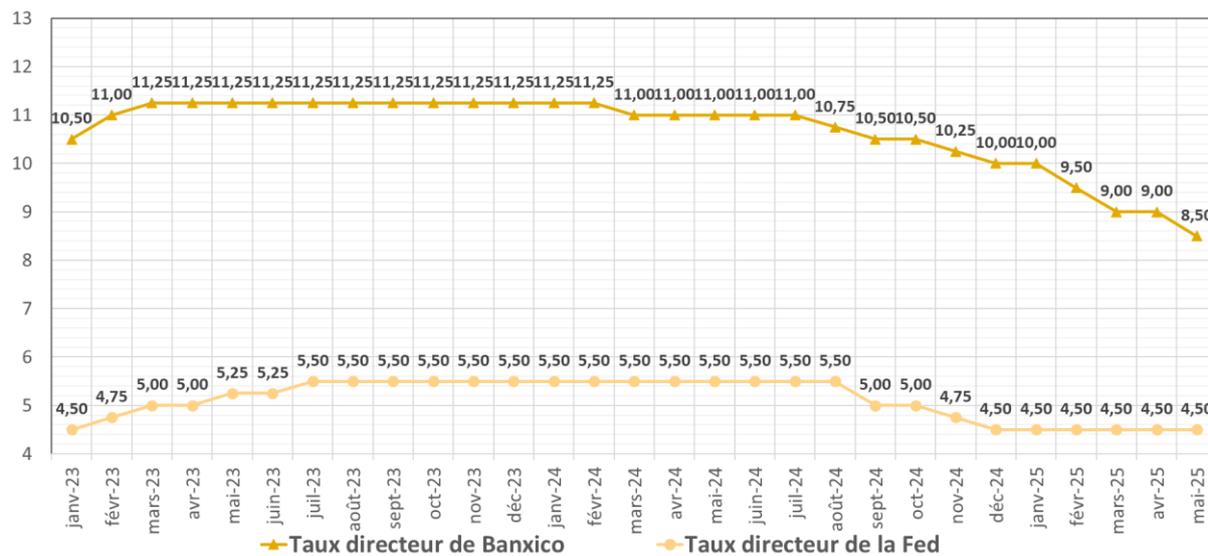
- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



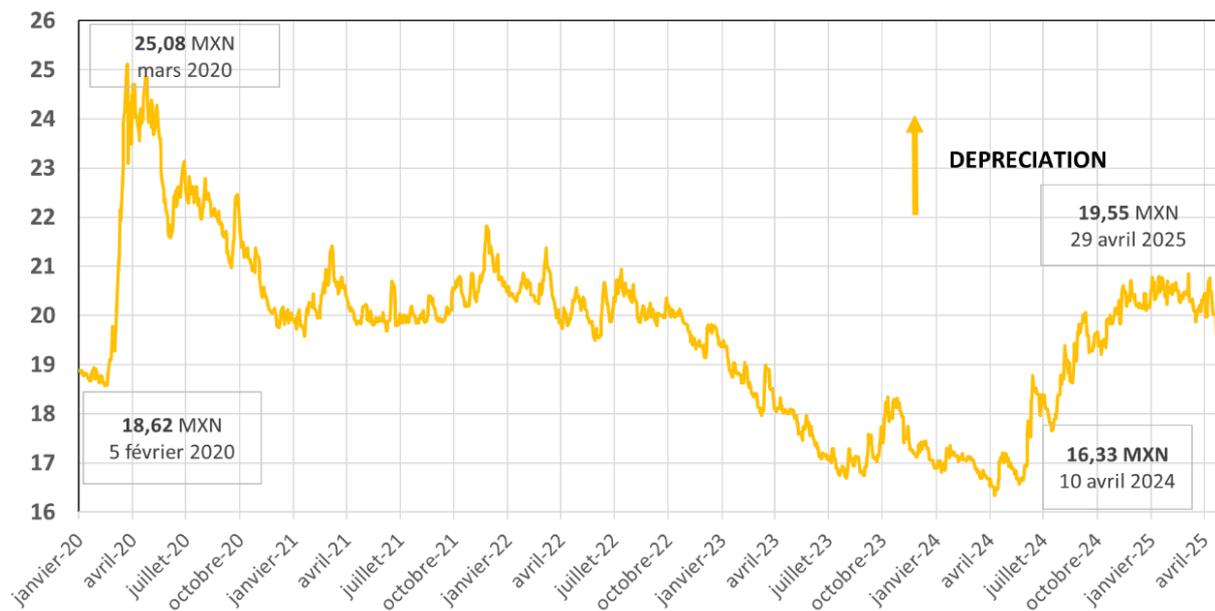
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

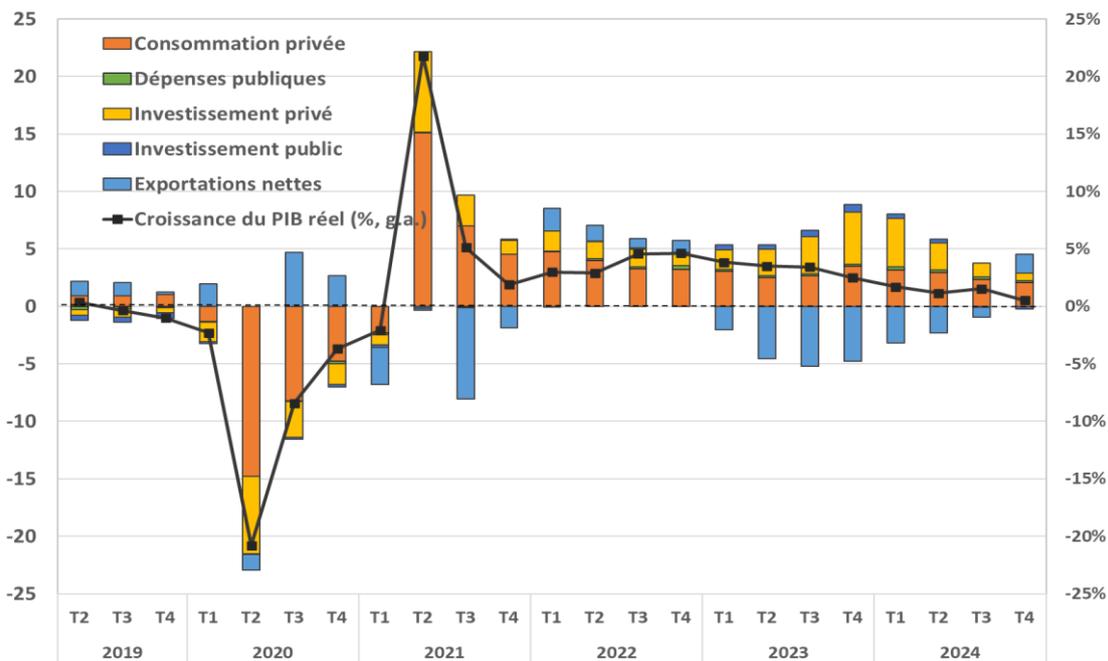
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

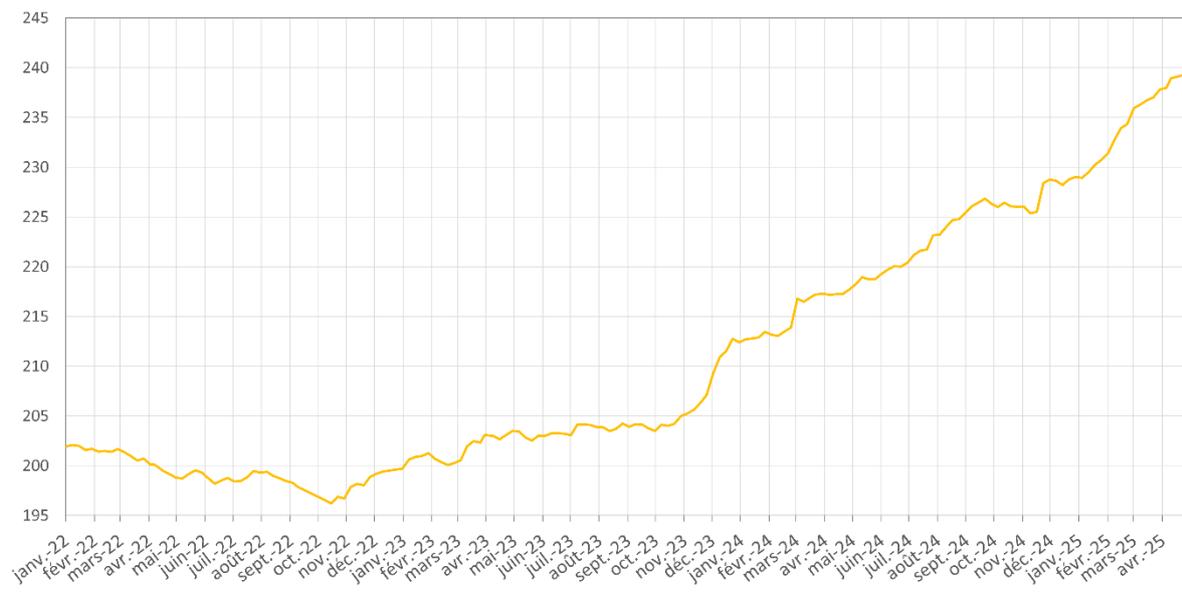
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr